

# Le monde diplomatique

Juillet 2017, pages 16 et 17

**Un parti essoré par son alliance avec Angela  
Merkel, une société qui bouillonne aux marges**

Les  
sociaux-démocrates  
allemands sans  
boussole

**Les élections législatives allemandes du 24 septembre prochain ne s'annoncent pas sous les meilleurs auspices pour le Parti social-démocrate. Au-delà de ses déboires électoraux lors des derniers scrutins régionaux et de ses alliances acrobatiques, le noyau même de son idéologie paraît désintégré. Dans les municipalités, les militants déconcertés cherchent en vain une ligne claire.**

**par William Irigoyen**



**Ronald B. Kitaj – « Dismantling the Red Tent » (Démontage de la tente rouge), 1963-1964**

# **P** ar une matinée

**pluvieuse de printemps, un groupe d'élèves marche le long de la *Stadthalle* à Bad Godesberg. Aucun des adolescents ne prend la peine de jeter un coup d'œil à ce bâtiment suranné dont la ville est propriétaire et qui a servi de décor à un congrès historique du Parti social-démocrate allemand (SPD). En novembre 1959, la formation marxiste fondée en 1875 à Gotha « *approuve une économie libre de marché partout où***

*la concurrence s'affirme* », revendique son appartenance au bloc de l'Ouest et affiche sa volonté de s'ouvrir à d'autres catégories sociales que les seuls ouvriers. À peine prône-t-elle encore à l'époque « *l'instauration d'un ordre économique et social nouveau* » et concède-t-elle que « *la propriété collective est une forme légitime du contrôle public à laquelle aucun État moderne ne peut renoncer* » (1)...

Presque six décennies plus tard, ce programme de reddition apparaîtrait d'un insupportable radicalisme aux dirigeants contemporains du parti. Entre 1998 et 2005, le SPD

**au pouvoir avec les Verts a imposé l'« Agenda 2010 », un dynamitage de la protection sociale (retraites, chômage, droit du travail). Partenaire junior (2) de la « grande coalition » dirigée par Mme Angela Merkel entre 2005 et 2009, puis entre 2013 et 2017, il est devenu inaudible : équivoque lorsqu'il fallait empêcher le ministre des finances, M. Wolfgang Schäuble, de serrer le garrot qui asphyxie la Grèce ; déconcerté lorsque la chancelière mettait en place le salaire minimum, une proposition-phare du SPD ; désorienté lorsque la même plaidait pour l'accueil des réfugiés, en 2015.**

# Trois défaites successives

Saluée par la presse et les instituts de sondage comme un tournant décisif, l'élection triomphale à la tête du parti, en mars dernier, de l'ancien président du Parlement européen, M. Martin Schulz, devait remettre le parti sur les rails et préparer la victoire aux élections législatives du 24 septembre prochain, après douze années de règne conservateur (*lire « Malvoyants ou malfaisants ? »*). Mais trois défaites successives, en mars et mai, lors des scrutins régionaux de la Sarre, du Schleswig-Holstein et de

**Rhénanie-du-Nord-Westphalie, ont dégonflé la bulle et douché les espoirs. Même si elles comptent au nombre des spécificités de la vie politique allemande, les alliances régionales du SPD accentuent ce sentiment d'inconsistance. Le parti codirige quatre régions avec les conservateurs de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) (3). Dans trois autres, il partage le pouvoir avec Die Linke, la gauche radicale. Au point qu'il faut s'interroger : fort de structures solides et de têtes d'affiche connues, le SPD existe-t-il encore en tant que formation politique capable de proposer un projet de société ? Dispose-t-il encore d'une boussole idéologique**



**ou bien ne vit-il plus que  
pour perpétuer ses  
positions de pouvoir, dût-il  
les partager avec la droite ?**

**À s'en tenir aux  
déclarations d'intention, la  
question paraît sans objet.  
Le parti dit vouloir refonder  
l'économie sociale de  
marché, faire de l'État un  
moteur de la croissance et  
de la création d'emplois,  
taxer davantage les hauts  
revenus, réguler les  
marchés financiers, lutter  
contre l'utilisation abusive  
de travailleurs  
intérimaires, élargir les  
droits de participation des  
salariés dans les comités  
d'entreprise, etc. A priori,  
peu de points communs  
avec les objectifs des  
chrétiens-démocrates,**

**avocats d'un libre-échange  
encore plus débridé et  
d'allègements fiscaux,  
opposés au rétablissement  
de l'impôt sur la fortune et  
grands pourfendeurs de la  
dette publique. Les  
différentes coalitions  
CDU-SPD, tant nationales  
que régionales, révèlent  
pourtant une porosité  
programmatische entre ces  
deux formations. Elles  
donnent surtout le  
sentiment que les  
sociaux-démocrates font  
davantage de concessions  
politiques à leurs  
adversaires que l'inverse.  
D'où un sentiment  
d'abandon chez les  
militants et les  
sympathisants.**

**Originaire de Dülmen,  
commune de la Ruhr où l'on  
reconvertit d'anciennes  
usines en élégants  
pavillons, M. André Stinka,  
candidat du SPD lors du  
dernier scrutin régional de  
Rhénanie-du-Nord-Westph  
alie, reconnaît un décalage  
entre les discours et la  
réalité : « *Nous ne cessons,  
dans le parti, d'évoquer le  
sort des femmes seules avec  
enfants. Mais qui d'entre  
nous les connaît vraiment ?  
Certains élus ne parlent  
plus aux gens auxquels ils  
sont censés s'adresser.*  
»Aujourd'hui à la retraite,  
M. Rainer Eienkel,  
l'ancien président du  
comité d'entreprise d'Opel,  
se montre plus catégorique.  
Le SPD, déplore-t-il, « *a  
délaissé les travailleurs  
parce qu'il pensait qu'ils***

*allaient disparaître d'eux-mêmes* ». Ce constat s'appuie sur une longue expérience de terrain, durant laquelle il a négocié avec des élus locaux sociaux-démocrates de nombreux dossiers sociaux liés notamment aux fermetures d'usines : « *Le problème du SPD, ajoute-t-il, est sa propension à gouverner avec les uns et les autres. Ce parti a un problème avec ses propres racines. On pourrait dire la même chose des chrétiens-démocrates, mais la CDU reste beaucoup plus attachée à ses fondements idéologiques.* »

**Chancelier de 1998 à 2005,  
M. Gerhard Schröder a**

**porté ce brouillage  
idéologique à son  
paroxysme. De concert avec  
la « troisième voie »  
néolibérale de M. Anthony  
Blair au Royaume-Uni, le  
dirigeant social-démocrate  
a lancé le « nouveau centre  
» : sous couvert de course à  
la compétitivité, il a réduit  
les aides de l'État, flexibilisé  
le travail et exigé que  
chacun se prenne davantage  
en main. En quelques  
années, les travailleurs  
pauvres ont remplacé les  
chômeurs indemnisés —  
tout le contraire en somme  
de la philosophie politique  
dont se réclame le SPD. Le  
parti s'est alors coupé de sa  
base militante et il a perdu  
les élections. Comble de  
l'ironie, lors de sa première  
déclaration de politique  
générale fin 2005, la**

**nouvelle chancelière a  
rendu hommage à l'audace  
de son prédécesseur...**

**Deux ans après naissait Die  
Linke, mouvement de  
gauche profondément  
hostile à cette orientation  
sociale-libérale. Privilégier  
les coalitions avec ce parti  
pourrait aider le SPD à  
raffermir son ancrage à  
gauche. Mais, sur le plan  
national, la question suscite  
des débats enflammés : « *Le  
SPD ne peut faire alliance  
avec Die Linke, notamment  
parce que cette dernière  
milite pour la sortie de  
l'OTAN* » — et même pour sa  
dissolution —, tranche  
l'ancien eurodéputé  
social-démocrate Helmut  
Kuhne. Les deux partis  
gouvernent pourtant**

ensemble dans les Länder de Berlin, du Brandebourg, mais aussi de Thuringe, dont Erfurt, la capitale, abrite le siège du parlement régional. M. Matthias Hey, le président du groupe social-démocrate de cette région, voit en M. Bodo Ramelow, le chef de l'exécutif régional (*Ministerpräsident*) issu de Die Linke, un politicien « réaliste » avec lequel son parti fait volontiers front commun « *quand il s'agit de lutter contre l'inégalité dans un pays à plus d'un million de millionnaires* ». Mais il reconnaît l'existence de désaccords politiques profonds avec son partenaire. L'an dernier, par exemple, quand la coalition nationale CDU-SPD voulait expulser

**des déboutés du droit  
d'asile algériens, marocains  
ou tunisiens, Die Linke et  
les Verts s'y étaient  
opposés.**

## **Mutation sociologique**

**Nombre d'élus SPD  
rencontrés affirment que  
leur « *allié naturel* » au  
Parlement pourrait tout à  
fait être Die Linke si ce parti  
n'était composé « *que de  
pragmatiques* ».**

**Sous-entendu : des élus de  
l'Est habitués à former des  
coalitions avec les  
sociaux-démocrates,  
contrairement à ceux de  
l'Ouest, mélange «**



*d'anciens communistes,  
d'anarchistes, de déçus de  
nos rangs »*, comme les  
qualifie non sans aigreur M.  
Andreas Bausewein, le  
maire SPD d'Erfurt. Mais  
avant cela, ajoute-t-il, *« il  
faut s'interroger sur les  
raisons pour lesquelles le  
parti est aujourd'hui dans  
une situation si difficile : il  
a muté sociologiquement. Il  
a perdu ses électeurs  
traditionnels, les ouvriers  
»*. Autre argument souvent  
mis en avant pour expliquer  
la désaffection dont il  
souffre : le Parti  
social-démocrate ne serait  
porteur d'aucun  
contre-modèle de société, ni  
même d'un projet politique  
global, après avoir  
remporté l'essentiel de ses  
combats — premières  
conventions collectives,

**lutte pour la  
reconnaissance des  
syndicats, journée de huit  
heures, création des  
conseils d'entreprise, de  
l'assurance-chômage,  
détente vis-à-vis de la  
République démocratique  
allemande et du bloc de  
l'Est dans les années 1970  
(*Ostpolitik*), etc.**

**Et si, à force de diriger avec  
la CDU, les  
sociaux-démocrates  
s'étaient condamnés à  
n'être que la conscience  
sociale de la droite  
allemande ? Au parlement  
régional de  
Mecklembourg-Poméranie-  
Occidentale, à Schwerin, où  
le SPD siège comme  
partenaire d'une coalition  
dirigée par les**

chrétiens-démocrates, on balaie ces reproches d'un revers de la main. *« Il y a des différences de fond »*, assure M. Thomas Krüger, président du groupe social-démocrate. *« Nous voulons davantage de négociations collectives sur l'égalité salariale entre l'Est et l'Ouest. Ce n'est pas le cas de la CDU. Sur la durée du travail, nos collègues et nous ne disons pas la même chose. Nous militons aussi pour la gratuité de l'enseignement. Ce n'est pas leur cas. Et puis ils veulent tout privatiser. Nous, nous réaffirmons l'importance de l'État. »* Dans d'étroites limites toutefois, selon un principe fixé à Bad Godesberg : *« la concurrence dans toute la*

*mesure du possible — la planification autant que nécessaire ».*

**D'après M. Benjamin Himmler, employé de la Friedrich Ebert Stiftung, une fondation politique pourtant proche du SPD, le Parti social-démocrate « est devenu conservateur. Il œuvre pour le statu quo. Pas étonnant qu'il soit devenu l'allié naturel de la CDU ».**M. Himmler le promet : si, à l'issue des prochaines élections, la « grande coalition » est reconduite à Berlin, il rend sa carte. Pour le moment, il s'interroge comme d'autres sur les capacités de M. Schulz, nommé tête de liste du parti après le désistement de M. Sigmar

**Gabriel, à incarner un  
renouveau. L'ancien  
président du Parlement  
européen multiplie les  
signes contradictoires. Il  
reconnaît que les réformes  
de M. Schröder ont créé une  
génération de « *travailleurs  
pauvres* », affirme vouloir  
mieux indemniser le  
chômage, donner un coup  
de pouce aux retraites,  
lutter contre les abus de  
contrats à durée  
déterminée — autant de  
prises de position qui  
plaisent à M. Reiner  
Hoffmann, président de la  
Confédération allemande  
des syndicats (DGB).  
Incontestablement, les  
syndicats et le SPD  
entretiennent de meilleures**

**relations que sous la  
mandature Schröder.**

**Mais M. Schulz sait aussi  
s'aligner sur des positions  
plus conservatrices. Par  
exemple, quand il évoque  
l'hypothèse d'une sortie de  
la Grèce de la zone euro si  
les « *réformes nécessaires* »  
ne sont pas menées. « *La  
conception de la justice  
sociale du candidat officiel  
du SPD n'apparaît pas  
encore clairement aux yeux  
des électeurs* », estime  
Martin Koschkar, politiste  
de l'université de Rostock.**

# Martin Schulz, un « produit » médiatique

**Cela n'a pas échappé à Mme Sahra Wagenknecht. Jugée trop radicale par de nombreux sociaux-démocrates, la candidate officielle de Die Linke appelle le SPD à revenir à ses fondamentaux. Notamment à un extrait précis de son programme de Berlin, signé en 1989 (4) : « *Les révolutions citoyennes contemporaines ont davantage promis la liberté, l'égalité et la fraternité qu'elles ne les ont réalisées. C'est la raison pour laquelle le mouvement des travailleurs réclame une société solidaire avec***

*la liberté pour tous. Une expérience historique fondamentale doit être accomplie : il ne suffit pas de réparer les dégâts du capitalisme. Un nouvel ordre économique et social est nécessaire. »*

Dans ses ouvrages sur le SPD (5), le politiste Franz Walter a décrit la lente dérive idéologique et sociologique de ce parti du prolétariat vers le « nouveau centre ». À le lire, celui-ci n'aurait plus de « *but socialiste* ». Il a souvent été reproché à M. Schulz sa trop grande proximité avec son homologue de la Commission, le libéral Jean-Claude Juncker. Pour les élections de septembre, il ne semble disposé à



**donner qu'un léger coup de barre à gauche afin de marquer une différence, mais sans affirmer de rupture. Son plus grand « capital » tient à sa biographie atypique et à sa personnalité sympathique, proche de la population. Le « produit » plaît à des médias dont les engouements sont brefs. Lui se rêve en nouveau Willy Brandt, chancelier de 1969 à 1974. À l'époque, le SPD comptait plus d'un million de militants, contre un peu moins de 445 000 aujourd'hui. Fort d'un message politique clair, il n'avait alors aucun concurrent sérieux à sa gauche.**

# William Irigoyen

Journaliste.

**(1)** SPD, « Le programme fondamental du Parti social-démocrate allemand

» (PDF), Friedrich Ebert Stiftung,

1959.

**(2)** Partenaire d'une coalition dirigée par un parti ayant obtenu plus de sièges.

**(3)**

Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, Sarre, Saxe, Saxe-Anhalt.

**(4)** SPD, « Grundsatzprogramm der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands » (PDF), Berlin, 20 décembre 1989.

**(5)** Franz Walter, *Die SPD. Vom Proletariat zur neuen Mitte*, Alexander Fest, Berlin, 2002, et *Die SPD. Biographie einer Partei*, Rowohlt Taschenbuch (3e édition), Reinbek, 2015.